



## La question de la modernisation des agricultures méditerranéennes : éléments de recherche

Jouve A.-M.

in

Jouve A.-M. (ed.).  
La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997  
pages 43-46

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1971500>

To cite this article / Pour citer cet article

Jouve A.-M. **La question de la modernisation des agricultures méditerranéennes : éléments de recherche.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 43-46 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>



# La question de la modernisation des agricultures méditerranéennes : éléments de recherche

Anne-Marie Jouve

CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (France)

**Résumé.** Au-delà de l'évolution des techniques et des innovations très "palpables" dans les paysages agraires, il semble qu'un puissant phénomène de modernisation des agricultures méditerranéennes soit en oeuvre. Les questions principales portent sur les conditions de transformation des sociétés rurales traditionnelles et sur les acteurs de la modernisation agricole.

**Mots clés.** Modernisation - Agriculture - Méditerranée

## I – L'observation des faits

Les paysages agraires des pays méditerranéens ont beaucoup changé pendant ces dernières décennies, marqués par de nombreuses nouveautés, comme les tunnels plastiques des serres maraîchères, les grands barrages d'irrigation, les tracteurs et les moissonneuses batteuses...

Au-delà de ces signes les plus voyants, la question posée est celle de la modernisation des agricultures méditerranéennes. Dans quelle mesure les innovations techniques observées correspondent-elles à des changements décisifs de la nature des activités agricoles et des mentalités ? En fait, l'interrogation est double, portant à la fois sur le «retard» méditerranéen et sur les processus de modernisation des agricultures. N'ayant pas subi le choc de l'industrialisation, l'équilibre séculaire des systèmes agraires des sociétés méditerranéennes a subsisté jusqu'à l'époque contemporaine. Mais ces systèmes agraires sont soumis actuellement à de fortes pressions, exercées par la mondialisation des échanges, l'expansion technologique et un accroissement démographique élevé, qui les obligent à des transformations importantes. Au-delà de l'évolution des techniques «palpables» (Berque, Couleau, 1945), il semble qu'un puissant phénomène de modernisation soit en oeuvre, portant sur l'ensemble des pratiques et des règles des sociétés rurales.

Pour répondre à ces questions, il paraît pertinent de replacer les transformations des agricultures méditerranéennes dans une dynamique historique longue et de privilégier l'observation des faits, historiques et actuels. En conjuguant deux approches : l'*analyse historique*, «pour connaître le présent... il faut d'abord s'en détourner» (Durkeim) et les *enquêtes de terrain*, il est possible d'identifier les changements réels des techniques et des usages agraires (Bloch, 1964) et de mettre en évidence les processus de modernisation et d'adaptation des agricultures méditerranéennes.

### Modernisation et modernité

Pourquoi parler de modernisation ? Cette notion, fortement connotée idéologiquement, risque d'entraîner des débats stériles. Pourtant, elle traduit bien la réalité des transformations matérielles et techniques, mais aussi économiques, sociales et politiques d'une société passant du mode de civilisation de la tradition à celui de la modernité. A ce propos, il n'est peut-être pas superflu de préciser que ce passage n'implique ni progrès social ni progrès moral.

Dans les pays méditerranéens, la tradition est ancienne et les civilisations sont marquées par les coutumes, l'organisation communautaire, la recherche du consensus, le sens du symbolique et du religieux, la permanence du temps. A l'opposé, les sociétés modernes – celles dont le modèle, né en Europe au XVIIe siècle, est dominant dans le monde contemporain – valorisent la raison critique, la liberté, l'individu, la laïcité, la mesure du temps, les innovations techniques. Il faut souligner la cohérence de ces deux modèles de société, à quel point ils sont antagonistes et quelle révolution constitue donc le passage de l'un à l'autre.

Les voies de la modernisation sont plurielles et les processus de transformation diffèrent suivant les stratégies d'adaptation et de résistance développées par les sociétés traditionnelles, mais il est difficile de dire oui à la modernisation et non à la modernité. C'est ce que rappelle J. Le Coz : «à travers le monde, la modernisation de l'agriculture est liée au respect de trois principes : la liberté des individus, l'assimilation du progrès scientifique, l'adaptation à la concurrence. Démocratie, science agronomique, référence au marché, tels sont les fondements du progrès agricole»... C'est ce que dit également J. Berque, quand il dénonce le mythe du progressif et de l'intervention partielle, forcément voués à l'échec. «Le progrès sera total ou ne sera pas».

Il faut remarquer toutefois que le processus de modernisation peut ne concerner qu'une partie de la société, pour des raisons historiques, politiques et économiques. C'est le cas des agricultures dualistes, caractérisées par l'opposition Secteur moderne/Secteur traditionnel, soit que la modernisation ne se fasse qu'avec des entrepreneurs et sans les paysans, soit qu'elle se focalise sur des «îlots» avec l'objectif (illusoire ?) d'une diffusion «en tâche d'huile».

## II – Définition de la modernisation agricole

La modernisation agricole peut-être définie, en s'appuyant sur de nombreux auteurs (Bedrani, Berque, Campagne, Le Coz, Servolin...), comme :

- une transformation durable de l'agriculture ;
- intégrant le progrès technique dans les pratiques agricoles ;
- nécessitant généralement une intensification en capital ;
- et prenant en compte le marché.

### 1. Cette définition appelle plusieurs commentaires

- En premier lieu, il faut noter son souci de caractériser de façon objective et précise le processus de modernisation agricole.
- En deuxième lieu, sa portée semble limitée à la seule «révolution agricole» puisqu'elle n'explicite ni les transformations de structures, «révolution agraire», ni celles des équipements économiques et sociaux, «révolution rurale» (Le Coz, 1990). En fait, il s'agit plutôt d'un angle d'observation particulier des transformations des agricultures méditerranéennes car «la vie rurale est un tout... et les connexions entre les facteurs infinies» (Berque, Couleau, 1945). L'intérêt d'étudier la modernisation agricole à partir de cette définition est d'avoir un objet de recherche concret qui peut être replacé dans une dynamique d'ensemble.
- Troisième point, cette définition n'explicite ni les acteurs de la transformation, ni les conditions de réalisation du processus de modernisation. Les principales questions qui sont posées portent sur :
  - les acteurs de la modernisation et leurs objectifs,
  - l'efficacité des pratiques agricoles,
  - le financement de l'intensification,
  - l'adaptation à la concurrence,
  - les effets sociaux de la modernisation et notamment l'exode rural.

- Quatrième point, c'est le progrès technique qui constitue la composante principale de la modernisation agricole et en impulse la dynamique. En effet, les innovations et les nouvelles technologies permettent d'accroître non seulement le volume des productions, mais aussi la productivité de la terre et du travail, d'améliorer la qualité des produits, de réduire la pénibilité du travail et donc de modifier radicalement l'exploitation des terres et l'organisation du travail.

Le progrès agricole agit sur deux plans (Servolin, 1989) :

- amélioration des aptitudes de production du matériel végétal et animal (recherche génétique) ;
- contrôle des conditions dans lesquelles se réalisent ces aptitudes (techniques culturales et d'élevage).

L'efficacité du contrôle et la rentabilité du système dépendent des performances des instruments de production mais, surtout, de la compétence technique des agriculteurs. En dernier ressort, ce sont eux qui ont la responsabilité de la maîtrise et de la réussite des changements technologiques, d'où l'importance de l'instruction et de la formation des agriculteurs (cf. l'exemple historique de l'agriculture danoise).

- Enfin, il faut souligner que la transformation des agricultures nécessite une certaine flexibilité du système (Riboud, 1987). Or, le système méditerranéen comporte des rigidités (milieu naturel, organisation de la société) qui constituent des obstacles à la modernisation comme on le verra plus loin.

## 2. Les acteurs de la modernisation

L'Etat et les exploitants agricoles sont les principaux acteurs de la modernisation de l'agriculture ; leurs rôles respectifs varient suivant l'organisation socio-économique des pays. L'intervention de l'Etat peut être très forte, même en économie libérale, à l'intérieur et à l'extérieur des exploitations agricoles, notamment quand c'est l'Etat qui finance la quasi-totalité de la modernisation (exemple : aménagements hydro-agricoles turcs et marocains). Dans d'autres cas, l'Etat se limite à un rôle de régulation et d'incitations, par le biais de ses politiques de prix, budgétaires, foncières, d'aménagement des structures et d'industrialisation en amont et en aval de l'agriculture. Le rôle fondamental de la recherche agronomique et de la formation des agriculteurs a été souligné précédemment.

Les objectifs poursuivis varient suivant les acteurs concernés par la modernisation :

Pour l'Etat, il s'agit de développer une agriculture moderne, capable d'assurer trois fonctions économiques essentielles (Campagne, Raymond, 1994) :

- nourrir les populations, objectif prioritaire dans les pays du sud de la Méditerranée ;
- approvisionner les industries agro-alimentaires ;
- contribuer à l'équilibre de la balance commerciale.

**Les agriculteurs**, eux, recherchent prioritairement la satisfaction de leurs besoins et l'augmentation de leurs revenus. L'existence de surplus de productions commercialisables peut constituer la base d'une accumulation de capital et donner aux exploitants une capacité d'investissement pour financer leur modernisation. C'est ainsi que les exploitations agricoles familiales ont constitué la base de l'agriculture moderne dans les pays du nord de l'Europe, aidées par une intervention permanente des pouvoirs publics, notamment pour la régulation des marchés (Servolin, 1989).

A côté de ces acteurs principaux de la modernisation, il faut souligner le rôle fondamental des médiations : industries, coopératives, institutions... et la relation forte qui existe entre l'activité du processus de modernisation et la complexité de l'organisation de la société et la diversité des activités.

## 3. Le retard méditerranéen

Si les agricultures méditerranéennes sont beaucoup moins productives que les agricultures du nord de l'Europe, ce n'est pas tant du fait de ressources naturelles défavorables (aridité et aléas du climat, sols maigres, etc.) mais parce qu'elles ont hérité des séquelles des systèmes latifundiaires qui y ont duré cinq siècles (empires ottoman et espagnol, puis colonisations anglaise et française) (Coulomb, 1994) :

- ❑ *dualité de l'agriculture*, parce que les grands domaines latifundiaires occupaient les zones les plus riches où les Etats indépendants ont focalisé leurs actions de modernisation ;
- ❑ *faiblesse d'une véritable paysannerie*, parce que les grands domaines utilisaient des travailleurs agricoles peu qualifiés ;
- ❑ *faiblesse du marché intérieur*, parce que l'agriculture la plus productive était tournée vers les marchés d'exportation.

Dans la plupart des pays, le système latifundiaire a été mis à bas suivant des modalités différentes, et les Etats peu industrialisés et pressés par la croissance démographique ont pris en charge la modernisation des agricultures se substituant aux agriculteurs, jugés trop ignorants, démunis et inorganisés et relégués au rang d'exécutants. Comme la modernisation de l'agriculture passe *in fine* par la modernisation des exploitations agricoles, il en a résulté une modernisation «boitillante».

Depuis la mise en oeuvre des politiques de libéralisation de l'économie, on voit émerger des îlots d'agriculture d'entreprise (Le Coz, 1990) qui sont peut-être les prémices d'une modernisation plus générale des agricultures méditerranéennes. Ce sera le cas si les politiques agricoles réussissent à entraîner l'ensemble des agriculteurs – notamment les paysans – dans le processus de modernisation.

## Références

- Bédrani S. (1994). Une modernisation à faible effet sur la production : la modernisation agricole en Algérie. In : *Economie des politiques agricoles dans les pays en développement*, 3. Les fondements micro-économiques, RFE, Paris, pp. 61-79.
- Berque J. et Couleau J. (1945). Vers la modernisation du fellah marocain, *Bulletin économique et social du Maroc*, Vol VII, Rabat.
- Bloch M. (1964). *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, Paris, 261 p.
- Campagne P. et Raymond G. (1994). Le coton en Afrique de l'Ouest : une modernisation réussie ? In : *Economie des Politiques agricoles dans les pays en développement*, 3. Les fondements micro-économiques, RFE, Paris, pp. 11-60.
- Coulomb P. (1994). L'économie latifundiaire et le retard méditerranéen. in Coulomb P., Jouve A.M., Yurdakul O. *Politiques foncières et aménagements des structures agricoles dans les pays méditerranéens*. CIHEAM-IAM, Montpellier, Université agronomique d'Adana, pp. 26-32.
- CREAD (1990). Les agricultures d'Etat : présent et avenir. *Cahiers du CREAD*, n° 23/24, CREAD-Bouzareah, 357 p.
- El Kenz Ali dir (1989). *L'Algérie et la modernité*, Lodesria, Dakar, 289 p.
- Le Coz J. (1990). *Espaces méditerranéens et dynamiques agraires : Etat territorial et communautés rurales*, Options méditerranéennes, série B, n° 2, CIHEAM/IAM, Montpellier, 393 p.
- — (1991). L'Algérie, décennie 1980 : les étapes de la désocialisation, *Espace rural*, n° 24, Laboratoire de géographie de l'Université Paul Valéry et de l'URA 926 du CNRS, Montpellier, 94 p.
- Le Lan J.M. et Lerin F. (1989). La politique agricole de la république turque. In : *Turquie, la croisée des chemins*, Edisud, Aix-en-Provence, pp. 124-151.
- ORSTOM (1993). *L'innovation en milieu rural II*, LEA, ORSTOM Montpellier, 221 p.
- Perennès J.J. (1992). Le Maroc, à portée du million d'hectares irrigués. *Monde arabe, Maghreb - Machrek*, n° 137, Paris, pp. 25-42.
- Riboud A. (1987). *Modernisation, mode d'emploi*, 10/18, Union générale d'éditions, 214 p.
- Servolín C. (1989). *L'agriculture moderne*, Ed. du Seuil, Paris, 318 p.

